

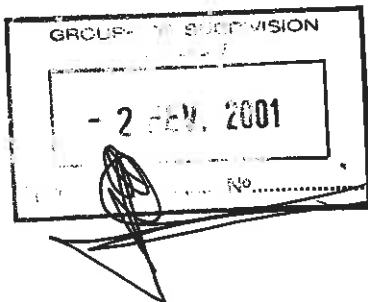
PREFECTURE du NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE  
3ème Bureau  
Environnement

CS/MC

11/01/2001

Arrêté préfectoral imposant  
à la S.A.R.L. INGRAM MICRO des prescriptions  
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son  
établissement situé à LOMME,  
Plate-Forme Multimodale de LOMME - SEQUEDIN



*LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS*  
*PREFET DU NORD,*  
*OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,*

VU les dispositions du Code de l'Environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n°s 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1999 autorisant la S.A.R.L. INGRAM MICRO - siège social : Carrefour de l'Europe, B.P. 221, 59812 LESQUIN CEDEX - à exploiter à LOMME, Plate-Forme Multimodale de LOMME-SEQUEDIN, un entrepôt de stockage de produits informatiques constitué de trois cellules de 10.046 m² chacune ;

VU la demande présentée par la S.A.R.L. INGRAM MICRO concernant la construction d'une mezzanine dans l'une des cellules de l'entrepôt de stockage, d'une surface de 486 m², soit 4,8 % de la surface de celle-ci ;

VU les rapports en date des 5 juin et 24 octobre 2000 de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, desquels il ressort que cette construction ne constitue pas une modification notable ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 28 novembre 2000 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

## ARRETE

### ARTICLE 1er

A l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1999 autorisant la S.A.R.L. INGRAM MICRO - siège social : Carrefour de l'Europe, B.P. 221, 59812 LESQUIN CEDEX - à exploiter à LOMME, Plate-Forme Multimodale de LOMME-SEQUEDIN, un entrepôt de stockage de produits informatiques constitué de trois cellules de 10.046 m<sup>2</sup> chacune, est ajouté l'article 27.3.4. suivant :

"Une mezzanine de 486 m<sup>2</sup> sera construite dans l'une des cellules, conformément au plan joint à la demande. Elle aura les caractéristiques suivantes :

- ▶ des écrans de cantonnement sont installés sur l'intégralité du pourtour de la mezzanine avec une retombée de 60 cm ;
- ▶ le désenfumage du niveau sous la mezzanine est assuré en façade du bâtiment sur au moins 2 % de la surface de la mezzanine ;
- ▶ une installation de sprinklage est installée sur chacun des niveaux. Un débit de 24 l/m<sup>2</sup>/mn pourra être assuré pendant 30 minutes ;
- ▶ l'étage inférieur sera doté d'un détecteur de fumée relié à l'alarme incendie générale ;
- ▶ deux escaliers permettront de rejoindre le premier niveau sans que le personnel ait plus de 15 mètres à effectuer ;
- ▶ des moyens de lutte spécifique contre l'incendie seront installés sur chaque niveau ;
- ▶ un éventuel passage d'une cellule à une autre par convoyeur devra être muni d'un système de fermeture asservi à des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD NFS 61961) placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu ; le degré coupe-feu du système de fermeture sera de 1 h 30. Ce système pourra être remplacé par un tunnel d'au moins un mètre de long couvert par une tête d'arrosage avec arrêté automatique du convoyeur en cas de fonctionnement de l'alarme incendie.

### ARTICLE 2

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 3**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire délégué de LOMME et M. le Maire de SEQUEDIN
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi du Nord-Lille
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

En vue de l'information des tiers :

- Un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOMME et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,
- Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 11 JANVIER 2001

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint,  
Jacky HAUTIER

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau des E.C.E.,

Gilles GÉNÉCQ

